Indépendance des avocats et intérêt des entreprises

14^e législature

Question écrite n° 14036 de M. Jean Germain (Indre-et-Loire - SOC)

publiée dans le JO Sénat du 04/12/2014 - page 2680

M. Jean Germain appelle l'attention de Mme la garde des sceaux, ministre de la justice sur les inquiétudes exprimées par de très nombreux avocats et leurs représentants à l'égard de l'idée de créer une profession d'avocat salarié en entreprise. Celui-ci, dès lors qu'il serait lié par un contrat de travail à son employeur, comme tout salarié, serait donc dans une relation de subordination. Ils font valoir que la logique économique présidant aux évolutions envisagées heurterait les règles déontologiques qui régissent la profession d'avocat, notamment l'indépendance. À cet égard, l'intérêt même des entreprises serait remis en cause, au regard de la définition de l'indépendance que donne le code de déontologie des avocats de l'Union européenne : « Cette indépendance est aussi nécessaire pour la confiance en la justice que l'impartialité du juge. L'avocat doit donc éviter toute atteinte à son indépendance et veiller à ne pas négliger l'éthique professionnelle pour plaire à son client, au juge ou à des tiers. Cette indépendance est nécessaire pour l'activité juridique comme pour les autres affaires judiciaires, le conseil donné à son client par l'avocat n'ayant aucune valeur réelle, s'il n'a été donné que par complaisance, ou par intérêt personnel ou sous l'effet d'une pression extérieure. » Il lui demande comment pourrait être conciliée la création de l'avocat salarié en entreprise avec cette définition.

En attente de réponse du Ministère de la justice

Alerte mail

L'outil de veille du Sénat : si vous voulez être informé (gratuitement) par courrier électronique quand la réponse ministérielle à cette question paraîtra, entrez votre adresse électronique :

Votre format : HTML Texte

Valider